

RAPPORT PRESENTE PAR LE BUREAU NATIONAL DE L'U.N.E.F.

=====

à l'assemblée générale des 3 et 4 Mai 1969.

Le Congrès de Marseille s'était tenu peu après la crise monétaire de novembre d'une part, marquant l'aggravation des contradictions et des convulsions internes de la bourgeoisie, et d'autre part, après le développement de luttes sectorielles sur le terrain des entreprises comme sur celui de l'Université.

Les instances de Marseille avaient été alors l'occasion, huit mois après Mai, d'envisager à travers un débat général sur la situation politique et le rôle possible du mouvement étudiant, - la poursuite, dans des conditions nouvelles, des objectifs qui avaient pu être avancés ou au moins suggérés par tous ceux qui en Mai s'étaient, malgré les désaccords qui pouvaient les différencier, retrouvés ensemble dans le même combat.

A vrai dire, si les débats furent parfois passionnés, si apparemment tous les problèmes se trouvèrent abordés, il fallut bien reconnaître que les questions fondamentales sur la nature et le rôle, voire pour certains l'existence "du" mouvement étudiant, ne furent examinées en fait que superficiellement, ou uniquement par le biais des problèmes portant sur l'organisation ou la direction du mouvement, ce qui n'était pas la meilleure façon de procéder, ni la plus efficace. L'impression de beaucoup fut alors que l'on s'était réuni pour rien. Il était plus facile d'affirmer que "après Mai rien n'était comme avant", que "le combat continuait, que "le mouvement étudiant avait joué un rôle important et qu'il ne devait pas faillir", que de faire une analyse scientifique des conditions réelles de lutte et des conséquences politiques concrètes qu'il fallait en tirer tant sur le plan organisationnel que sur celui des mots d'ordre et du contenu de la mobilisation.

C'est pourquoi à l'issue de ce Congrès, le mouvement étudiant paru plus divisé qu'auparavant (ou tout au moins n'ayant pas progressé dans son unification). C'est pourquoi aussi, à part des généralités sur la lutte contre la participation et la politique d'austérité, généralités

.../...

dont on ne saurait toutefois sous-estimer l'importance car elles constituent un cadre d'intervention, les objectifs susceptibles de constituer les thèmes d'action du mouvement ne furent pas précisés ; c'est pourquoi enfin, les moyens nécessaires à la mise en oeuvre des objectifs possibles et à l'organisation du mouvement étudiant ne firent pas l'objet de décisions susceptibles d'application rapide, et propres à accroître l'efficacité de l'intervention.

Cependant l'on ne saurait sous-estimer l'importance de ce congrès et de ses conséquences, malgré son impréparation, sa date peut-être trop tardive ou trop précoce. Malgré les attaques, le mouvement se conservait une organisation susceptible de lui servir de base de continuité, entre des périodes de mobilisation variable. Un texte était voté, à un faible nombre de voix certes, mais qui devait être un cadre utile de références ; décision était prise d'organiser, et elles ont eu lieu, des confrontations relativement fréquentes entre les délégués des différentes villes. S'il s'était déroulé dans des conditions difficiles, s'il correspondait à un besoin de clarification et de synthèse ressenti dans l'ensemble du mouvement, ce congrès ne pouvait toutefois éviter de refléter la situation réelle du mouvement ; il n'était pas possible d'anticiper totalement sur son évolution ultérieure et d'éviter que ne se répercutent dans le monde étudiant les problèmes généraux du développement de la lutte des classes en France, posés en particulier par l'absence d'une alternative réelle aux projets de la bourgeoisie et de ses alliés réformistes.

Bien des choses se sont passées depuis Marseille. Aujourd'hui la crise de la bourgeoisie a abouti au départ de De Gaulle, puis à la tentative de replâtrage de ses différentes fractions pour tenter de maintenir l'essentiel du régime fondé il y a onze ans. Malgré leur reprise indéniable (11 Mars), les mouvements ouvriers sont menacés de ne servir qu'à cautionner les jeux internes de la bourgeoisie (1° Mai). De son côté, le mouvement étudiant après un second trimestre où mobilisation et démobilité ont alterné, vient encore de constater à la fois l'importance de son intervention spécifique, mais aussi les limites de cette autonomie.

S'il faut donc, compte tenu de l'importance des mois qui vont venir, et peut-être ce sera justement à définir, des possibilités nouvelles offertes à la mobilisation sur tous les terrains de la lutte des classes, - il faut également faire le bilan lucide de l'activité de ces derniers mois, pour pouvoir déboucher sur des décisions concernant l'avenir. Il nous semble en effet que aussi bien en ce qui concerne les conditions et les moyens d'une contestation permanente des buts de la bourgeoisie et de leur expression à l'université qu'en ce qui a trait aux objectifs à avancer, objectifs généraux et revendicatifs, aux structures à mettre en oeuvre pour faire passer ceux-ci au niveau de

.../...

la masse des étudiants, tout ceci a été soulevé par l'intervention du trimestre passé et doit, dans une mesure au moins, être réglé à cette assemblée générale si l'on veut éviter le piétinement, voire l'émiettement qui nous guette.

Ce rapport ne peut être un reflet exact de l'ensemble des luttes qui ont été menées et donc ne peut sans doute en tirer toutes les conséquences : d'une part parce que le bureau national de l'UNEF n'a jamais prétendu être la direction de l'ensemble du "mouvement étudiant" ; tout au plus a-t-il cherché à être au maximum un facteur de coordination et d'unification ; d'autre part parce que la diversité des situations est grande, en particulier sur le plan Paris-Province, et qu'il est difficile actuellement de pouvoir présenter aujourd'hui une vision exacte. Toutefois l'on ne saurait oublier que toute l'activité du "mouvement étudiant" ne se réduit pas à Paris ; enfin, l'importance des événements de ces derniers jours a absorbé une grande part de l'activité du Bureau National, et a empêché des développements pourtant nécessaires, de plusieurs points.

Le Congrès de Marseille avait considéré que les luttes étaient appelées à se développer autour de 3 axes :

- la politique d'austérité consécutive à la crise monétaire de novembre et aux dispositions prises par le pouvoir pour maintenir ce qu'il appelle "l'équilibre de l'économie" et "la sauvegarde de la monnaie".
- la politique de participation entamée dans l'université et annoncée de façon imminente dans les entreprises.
- la politique de répression liée à la nécessité pour le pouvoir de faire accepter de force, sinon de gaieté de coeur, les sacrifices imposés aux travailleurs et aux étudiants, et les "réformes" (à savoir les tentatives d'intégration) "jugées indispensables.

Sur ces bases il était apparu à tous possible de développer des luttes de masses à l'université, luttes rejoignant celles de la classe ouvrière, appelées à se développer sur des objectifs semblables.

Dans les faits, la bataille contre la politique d'austérité devait passer au second plan, tandis que particulièrement à Paris, la lutte contre la répression devenait essentielle pour l'existence même du mouvement étudiant. Seule la lutte contre la participation fut menée par l'ensemble du mouvement dans des conditions partout à peu près semblables. Avec le développement de la résistance palestinienne et la venue de Nixon en France, les actions anti-impérialistes reprirent une certaine importance non négligeable quoiqu'encore très insuffisante (cf Espagne).

.../...

A chaque fois se trouva posé le problème des types de rapport pouvant exister entre le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant. La lutte contre la politique d'austérité s'est déroulée tantôt sur le terrain des cités universitaires (Montpellier, Poitiers), des restaurants universitaires (Orléans), des bourses (c'est à partir de l'occupation du rectorat de Paris consécutive à un meeting protestant contre le non-paiement des bourses que la répression a commencé à s'abattre massivement sur le mouvement étudiant), ou des conditions d'enseignement (Lille).

Si dans tous les cas on s'est efforcé de débarrasser ces interventions de tout corporatisme en mettant l'accent sur la signification générale de la politique d'austérité, en reprenant les analyses déjà faites sur la portée de la rentabilisation des oeuvres universitaires et du système d'enseignement, en reliant les revendications plus propres aux étudiants à celles du personnel, on n'est pas parvenu toutefois à inclure les actions dans un cadre général d'intervention et à coordonner les différentes initiatives : ainsi il n'a jamais été possible d'étendre la grève des loyers à une majorité des cités universitaires. Ainsi sur les bourses, compte tenu de la diversité des situations dans les différentes villes, il n'a jamais été possible d'harmoniser les actions. En fait, ces actions restèrent isolées sans ouvrir de perspectives ; pourtant dans bien des cas elles furent à l'origine d'une mobilisation non négligeable. Mais, et c'est là un problème général, il aurait fallu pouvoir les inclure dans une suite d'initiatives coordonnées et hiérarchisées, ce qui aurait évité de les réduire à un simple prétexte, parmi d'autres, d'agitation. Il est d'ailleurs typique qu'à Paris la mobilisation contre la répression, partie à la suite d'une série d'action sur les bourses ait complètement oublié son origine. Ceci fut dû à l'attitude globaliste du courant qualifié depuis de spontanéiste (Cause du Peuple) qui affichèrent un mépris et un rejet total des besoins des masses étudiantes.

La lutte contre la répression a marqué indéniablement l'évolution de l'ensemble du mouvement étudiant, bien qu'elle se soit localisée essentiellement à Paris parce qu'elle a affaibli l'impact extérieur du mouvement, qu'elle a conduit à son éclatement interne, à la démobilisation de la masse des étudiants. Le fait marquant de la répression, à savoir l'exclusion de 34 étudiants de la Sorbonne de la façon la plus sommaire qui soit, survenait à l'occasion de l'occupation du rectorat par 300 étudiants et à la suite de toute une série de provocations dans les lycées parisiens ; au même moment le pouvoir lançait dans toutes les facultés son opération participationniste tandis qu'à Caen, pour la première fois depuis la rentrée, un militant étudiant incarcéré à la suite d'une manifestation appelée par une section locale de l'UNEF, était condamné à une peine de prison ferme (tandis que de nombreux autres étaient condamnés à des peines de prison avec sursis). Le pouvoir fran-

.../...

chissait donc un nouveau pas : il ne s'agissait plus, comme on l'avait dit au premier trimestre de menacer le mouvement, de l'intimider (alternance du bâton et de la carotte) : il s'agissait de montrer que le pouvoir entendait utiliser en même temps tous les moyens pour faire passer sa politique et qu'il visait par là l'existence même du mouvement étudiant.

Lorsqu'à Marseille certains d'entre nous avaient insisté sur cette idée que le pouvoir ne pouvant pas imposer sans contraintes ses projets devait utiliser la force, qu'il fallait donc se préparer à une répression accrue et qu'en ce sens le maintien d'une organisation demeurait indispensable, leur intervention avait été inaperçue, ou ressentie tout simplement comme la volonté bureaucratique de préservation d'un appareil considéré comme inutile. Cette réaction sous-estimait la réalité des moyens d'action du pouvoir ; le refus de la structuration dans l'UNEF du mouvement par certains courants est ici directement en cause.

La riposte à la répression passait, nous semble-t-il, par le développement de l'intervention dans deux directions : à l'intérieur de l'université, il fallait développer la résistance en élargissant la base du mouvement à la masse des étudiants, ce qui supposait que l'on soit en mesure d'expliquer clairement quel était l'enjeu de la bataille et d'élargir les objectifs politiques de la mobilisation ; à l'extérieur de l'université, il fallait créer un vaste courant de solidarité et d'opposition à la politique répressive du pouvoir. C'est en fonction de ces deux nécessités que nous sommes intervenus.

Malgré les efforts déployés, le bilan est relativement lourd. Pourtant, on ne saurait sous-estimer les résultats acquis : les étudiants exclus de la Sorbonne ont été, en principe au moins, réintégrés, aucune sanction n'a pu être prise contre les étudiants de Vincennes. Mais la décision du Conseil Supérieur de l'Education Nationale est passée dans l'indifférence la plus complète, les onze étudiants envoyés à l'armée n'ont pas été rétablis dans leurs droits. Le mouvement d'agitation s'est effiloché et si le pouvoir a été en fait amené à faire des concessions, il n'en a pas moins prouvé qu'à l'intérieur de l'université, il avait repris l'initiative. A Caen, comme à Paris, le phénomène a été à peu près le même dans les deux cas.

Rappelons qu'à Caen, après une mobilisation et des manifestations de masse (dont une de plusieurs milliers de personnes), la riposte à la condamnation d'Yves Sarciat s'est finalement traduite... par la présentation de listes contestataires aux élections Faure. A Paris, après le meeting de la halle aux vins et le démarrage de la grève active à Censier, Vincennes, Nanterre, après une extension limitée mais non négligeable du mouvement à la région parisienne, les meetings de la mutualité et de la Bourse, les manifestations de Rouilly et de la Gare

.../...

de l'Est, le mouvement s'éteignait, en même temps qu'était annoncée la réunion de l'instance disciplinaire du Conseil Supérieur de l'Education Nationale, et sans que le mouvement se soit vraiment élargi hors de la région parisienne sauf à Amiens et Clermont Ferrand et quelques autres villes.

L'impossibilité de l'extension du mouvement aux villes de province, malgré les appels répétés du bureau national ne tenait pas tant aux limites des possibilités de celui-ci (ou d'une coordination éventuelle des comités d'action) qu'à la situation réelle de l'ensemble du mouvement et à la nature de l'action entreprise sur Paris. Cette constatation put particulièrement être faite lors d'une réunion nationale des camarades militant sur le secteur santé, à Bordeaux, au cours de laquelle il apparut clairement que le mot d'ordre de solidarité des étudiants face à la répression était alors totalement inopérant et aussi d'ailleurs que, face aux difficultés de mobilisation à l'intérieur de l'université l'évasion hors de celle-ci était un risque facilement assumé par beaucoup (ce qu'on ne saurait simplement expliquer par la difficulté d'intervention dans le milieu de la santé). Sur Paris aussi l'extension ne se fit pas non plus sans problèmes, et l'on n'a jamais abouti à la généralisation de la grève active sur Médecine, Droit, Grandes Ecoles (très partiellement sur Sciences et les prépas.).

Pourtant le mot d'ordre de grève active était juste ; il devait correspondre au besoin, à partir de l'analyse de la signification de la bataille contre la répression, de la nécessité de donner des objectifs à la bataille entreprise en reliant la répression à la politique du pouvoir, de transformer les T.P., les cours, les séminaires, en lieux de discussion et d'élaboration des luttes, tant au niveau de leurs objectifs que de leur structuration. C'est pourquoi, dès le début, le bureau national reprit ce mot d'ordre à son compte.

Si le travail qui s'est réalisé sur ces bases n'a pas été sans aboutir à des résultats, puisqu'il a permis à un nombre important d'étudiants de saisir l'enjeu de la bataille et par là de contribuer à l'extension du mouvement, il a clairement montré ses limites sur le plan politique, et en conséquence sur le plan organisationnel.

Sur le plan politique parce que compte tenu de l'imprécision sur le rôle que l'on attribuait au mouvement étudiant, du refus d'envisager sérieusement les raisons et les possibilités d'un mouvement de masse dans l'université, compte tenu des contradictions du système de formation dans la société capitaliste, il fut impossible d'aboutir à l'élaboration d'une plate-forme d'action sur le plan organisationnel parce que les faibles capacités organisationnelles du mouvement (mythologie prolongée des vastes assemblées, non structuration des groupes d'intervention, coordination impossible à réaliser avec les militants responsables de

.../...

comités de base) jointes à une logomachie débordante sanctionneront l'endettement et le fractionnement du mouvement, empêchèrent toute initiative politique susceptible de le faire progresser.

Les lacunes sur le plan politique conduisirent à sur estimer les capacités du mouvement, la force qu'il représentait : la volonté trop rapide de généralisation de la grève active aboutissait à engager, sans préparation et sans moyens, une épreuve de force avec le pouvoir alors que celui-ci avait, lui, réussi à préparer le terrain. Cette surestimation allait de pair avec la sous-estimation de la nécessité de créer en dehors de l'université un courant sinon de soutien, du moins de solidarité contre la répression ; la manifestation des enseignants du SNEsup, et l'occupation par eux de la Sorbonne fut une initiative importante dans ce sens ; mais le mouvement étudiant, malgré la nécessité affirmée de multiplier la contre-information, n'envisageait les contacts avec la classe ouvrière que comme substitut à l'impossibilité d'initiatives dans l'université, sans mettre en oeuvre les moyens nécessaires (voir à chaque fois la faible distribution de tracts d'explication par exemple). Quant aux demandes de soutien que le bureau national pouvait faire aux organisations de la classe ouvrière, elles n'étaient considérées, pour le moins, qu'avec méfiance. Enfin, face à la répression, certains militants refusèrent de prendre conscience du fait qu'il importait dans cette situation avant tout de réaliser l'unité du mouvement ; le sectarisme dont certains firent preuve à l'occasion du meeting de la mutualité (refusant de laisser la parole au courant AJS et prenant le risque d'incidents dans la salle, ayant décidé, délibérément et quoiqu'ils puissent dire, de chahuter l'intervention du membre du bureau national, etc) en est un des indices.

Loin d'être l'occasion d'une marche dans l'unification du mouvement étudiant, loin de voir l'enjeu réel de la bataille, la lutte contre la répression aboutit à un éclatement du mouvement plus prononcé ; la répression entraînait non la mobilisation des masses, mais accentuait les clivages sectaires.

C'est pourquoi le bureau national de l'unef, s'il avait repris à son compte les mots d'ordre de grève active lancés dans un premier temps, ne pouvait pas ensuite reprendre des propositions qui ne tenaient pas compte des nécessités politiques de la lutte. Ainsi, il n'a pas appelé aux manifestations de la Gare de l'Est ou de Reuilly, pas seulement parce qu'elles validaient la division du mouvement, pas seulement parce l'une livrait les masses sans protection à la police et l'autre se faisait sur des mots d'ordre donnant l'impression que les étudiants

.../...

défendaient des privilèges ; et il ne suffit pas d'ajouter au mot d'ordre : armée = bague des étudiants, la formule "et des jeunes chômeurs" pour en changer la perception, mais surtout parce que les nécessités politiques de la lutte exigeaient prioritairement que soient données des perspectives de lutte au mouvement et que celui-ci sorte de son isolement et évite toute action ne permettant pas de progresser dans ce sens.

L'avantage de ces manifestations était de permettre que ces problèmes ne soient pas posés.

Si on refusait le choix entre les objectifs de lutte, si l'on ne reliait pas la lutte contre la répression à la lutte contre la participation, si l'on ne recherchait pas l'unification des mouvements sur des bases minimum, il ne restait plus qu'à constater la division des forces (absentéisme au collectif national de l'Unef, éclatement des réunions dites des C.A.) et qu'à rechercher quelles pouvaient être les actions sur lesquelles, au jour le jour, on pourrait mobiliser les masses, processus lent mais sûr de décomposition du Mouvement de Mai.

Les luttes anti-impérialistes, par exemple la venue de Nixon à Paris, fut l'occasion à l'appel de l'Unef et des différentes fac parisiennes, d'une agitation pendant plusieurs jours et deux manifestations (celle du samedi qui permit à nouveau de faire le clivage entre les réformistes et les courants révolutionnaires, et celle du vendredi qui était la première réoccupation du Quartier Latin par les étudiants depuis Mai).

A la suite de la reprise des raids israéliens et de l'intensification de la résistance palestinienne, le soutien à celle-ci était depuis plusieurs mois une des préoccupations du mouvement ; à juste titre ; mais pas au point d'aller jusqu'à transformer les C.A. en comités Palestine.

Il est significatif que dans le domaine international les luttes qui précisément auraient pu être, de par les leçons qu'elles pouvaient offrir, les débats qu'elles auraient entraînés, les plus positives pour le mouvement, comme celles d'Espagne ou de Grèce, aient été plus ou moins volontairement négligées (voir les difficultés de mise en oeuvre de la série de meetings sur l'Espagne proposée par le Bureau National dans le cadre pourtant ultra-unitaire.

Tout ceci explique qu'à la fin du trimestre, ces luttes terminées, le mouvement mis en face de lui-même se soit trouvé désarmé, ne pouvant impulser aucune bataille ; qu'à l'occasion du 1er Mai, les

.../...



mêmes problèmes se soient reposés, presque dans les mêmes termes. Il faudra y revenir.

En même temps qu'il avait à faire face à la répression, le mouvement devait mettre en échec la participation.

Le Congrès de Marseille avait eu au moins pour mérite d'aboutir à un accord presque unanime sur l'analyse qu'il convenait de faire de la participation et la tactique qu'il convenait d'adopter : le refus de participation aux élections. La lutte contre la participation disait-on dépasse largement le cadre universitaire ; c'est une lutte permanente contre les projets de la bourgeoisie, ses plans de réorganisation et d'intégration ; elle n'est frontale qu'à certains moments particuliers, comme celui des élections. Les moyens prévus à mettre en oeuvre n'avaient pas été définis ; chacun se donnant dans la bataille, on pouvait être confiant dans ses résultats, surtout si l'on se fondait sur l'expérience du premier trimestre.

Mais les conditions changèrent dès le début du second trimestre. D'une part le pouvoir accentuait sa propagande, morcelait les scrutins, commençait par les bastions où il pouvait être sûr des résultats, d'autre part il trouvait à l'intérieur même de l'université des alliés qui allaient tout faire pour prouver leur existence ; professeurs et étudiants du PCF sans se soucier de ceux à qui ils pouvaient s'allier décidèrent de jouer à fond la participation aux élections, les enseignants intervenant non seulement au niveau de leurs collègues mais aussi faisant pression sur les étudiants pour la constitution de listes.

Quel est le bilan ? Deux constatations d'abord. La première c'est que malgré tous ces efforts, le nombre d'étudiants ayant refusé volontairement de voter aux élections est très important. Chacun sait que les chiffres officiels de votants sont gonflés (voir à Paris comment le pouvoir a procédé dans les Facultés de Droit et de Médecine). Il faudrait pouvoir faire un compte exact, mais cela supposerait que les camarades de toutes les facultés envoient le nombre exact de votants et le nombre exact d'inscrits dans chacune des unités (ces chiffres sont indisponibles au ministère). La seconde c'est que malgré tous les coups de trompette d'Edgar Faure, les conseils qui devaient tout revoir, n'ont encore rien fait et que petit à petit tous les pouvoirs leur sont retirés.

Si l'on cherche donc à apprécier le bilan des élections, il y a à la fois des motifs de satisfaction et d'insatisfaction. Dans la

.../...

mesure où parmi ceux qui ont refusé de voter un très grand nombre l'a fait à cause des consignes données par l'Unef et ses structures de base, on est en mesure de constater que l'audience du mouvement reste réelle et importante. Mais, le fait que les listes des réformistes de l'UNEF-Renouveau aient pu recueillir un nombre non négligeable de suffrages montre que nous n'avons pas totalement gagné. Disons tout de suite qu'il ne s'agit pas de surestimer le "courant" qui s'est dégagé sur ces listes, d'une part parce qu'il ne s'agit que d'un phénomène électoral (et les intéressés reconnaissent eux-mêmes leur faiblesse militante), d'autre part parce que ces listes ont été faites sans principes et regroupaient n'importe qui. Cependant il faut bien admettre qu'un certain nombre d'étudiants plus ou moins réformistes qui jusqu'à présent avaient été à nos côtés ou qui auraient pu être gagnés à nos projets se sont laissés séduire par les réformistes de l'UEC. On peut trouver à cela plusieurs raisons liées à l'inégal développement des luttes selon les facultés (et donc à la plus ou moins grande prégnance de l'idéologie réformiste), à la qualité de l'explication politique donnée à l'occasion des élections, à l'insuffisance des explications quant au passif des organismes de cogestion et de la pratique qui s'y était développée depuis Mai.

Mais il nous semble qu'il faut surtout voir dans ce phénomène le reflet de nos difficultés à proposer une alternative politique et unifiée organisationnellement à ces étudiants. L'expérience nous a montré que si dans bien des cas ces étudiants acceptaient nos analyses sur la participation, voire n'étaient pas franchement hostiles à la tactique que nous préconisons, ils étaient en revanche beaucoup plus inquiets de ne pas avoir de réponses à leurs questions sur nos objectifs et nos moyens de lutte. C'est donc dans la faiblesse des luttes menées sur le terrain de l'université qu'il faut voir l'explication principale de la relative montée d'un courant réformiste dans les facultés.

Le développement du courant réformiste à l'université est donc lié à la politique du pouvoir (voir la déclaration d'Edgar Faure au Sénat expliquant la nécessité de couper les réformistes des révolutionnaires) et de ses alliés objectifs (FNEF, modérés divers, UEC...) mais aussi à la capacité du mouvement étudiant de mener des luttes sur son propre terrain et sur ses objectifs et par là d'amener les réformistes sur ses positions. Toute décision sur les participationnistes devait tenir compte de ces éléments, et en particulier du second. C'est pourquoi la décision prise au dernier collectif nous semble juste et doit être confirmée :

.../...

"le collectif national de l'UNEF considérant le soutien apporté par les comités UNEF-Renouveau à la politique gaulliste de participation qui ne vise qu'à transformer l'université dans l'intérêt du patronat

décide de proposer que dans toutes les structures de l'UNEF les élus étudiants soient mis devant l'alternative suivante : ou rester dans les commissions paritaires de la loi Faure ou rester membre de l'organisation de masse étudiante l'UNEF.

C'est plus particulièrement à l'occasion des luttes menées au 3ème trimestre par les étudiants et face aux décisions inadmissibles des commissions paritaires (sélectives, répressives, favorisant la rentabilisation capitaliste de l'université) que ce choix devra être imposé aux élus participationnistes ».

Si des décisions sévères doivent être prises concernant ceux qui tout en étant membres de l'UNEF cautionnent la politique du pouvoir ces décisions doivent être telles qu'elles soient applicables et qu'elles soient liées au rapport de forces réel donc au développement des luttes. Toute mesure qui ne correspondrait pas à ces critères serait soit sans effet, et donc finalement une preuve de faiblesse, soit contribuerait à affaiblir davantage le mouvement surtout au moment où il s'agit de déterminer, le stade des élections passé, les formes nouvelles de lutte contre la participation.

Nous voyons ainsi que le bilan de la lutte contre la participation soulève les mêmes questions que le bilan de la lutte contre la répression : le mouvement étudiant est-il capable de définir non une stratégie autonome de combat mais du moins des axes généraux d'intervention, base d'action permanente et soutenue et une plate forme pour les luttes susceptible de marquer des points contre la politique de la bourgeoisie et de contribuer à travers ces luttes à l'unification du mouvement étudiant. Et puis, quelle peut être la place et le rôle des luttes étudiantes dans le cadre général du développement de la lutte des classes en France ?

Si, durant les mois de janvier et de février un certain activisme avait évité que ces questions ne soient posées trop brutalement, quitte à passer sans lien de la lutte contre la répression à la lutte anti-impérialiste ou anti-participationniste ou à tomber dans le populisme le plus plat, le mois de Mars, en fonction de l'extension du mouvement ouvrier puis de son étouffement consécutif à la période pré-électorale d'une part, de la stabilité relative dans l'université d'autre part, allait les mettre à jour plus crûment.

Dans l'université, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de lutte : en médecine, en pharmacie, sur les examens dans différentes facultés, à propos aussi des structures de l'enseignement... un peu partout des luttes se développèrent ; mais la plupart du temps il faut bien reconnaître que les militants du mouvement de masse, des différents comités de base, mal à l'aise dans ces luttes, coincés entre la peur d'actions corporatistes et la crainte de décoller du milieu, ne surent trop que

faire ; en tout cas, ces luttes se déroulèrent sinon en dehors du moins avec une participation réduite de ces militants (voire le cas de Dauphine par exemple). Le danger de voir les réformistes prendre la direction des luttes nous semble donc réel ; ce ne serait pas grave en soi si ce n'était le moyen pour eux, à travers ces luttes d'accentuer la pression de leur idéologie dans le milieu.

Le II mars, à la suite de la multiplication des mouvements dans les entreprises et corrélativement au refus du patronat de discuter, les centrales syndicales après quelques jours seulement organisent une journée nationale intersyndicale d'action. Cette journée marquait une nouvelle étape dans la mobilisation, la première mobilisation générale et suivie depuis les mois de mai et juin. A partir de bases revendicatives elle aboutissait en fait à une contestation du pouvoir. Le Bureau National décida de participer à cette journée et demanda que soient organisés des cortèges UNEF. Dans toutes les villes ce fut l'occasion pour l'UNEF dite Renouveau de montrer ouvertement sa volonté de scission en s'appuyant sur la CGT pour essayer de participer en tant que telle à l'organisation des manifestations (ce qui provoqua la lettre que l'on sait au bureau de la CGT et la réaction positive dans la plupart des villes des autres centrales syndicales) et en formant des cortèges autonomes. La faible importance de ceux-ci permit de montrer ce qu'ils étaient réellement. Au contraire, et il nous semble que c'est capital, partout les cortèges UNEF, malgré la rapidité de la mobilisation, furent épais et regroupèrent de grandes masses d'étudiants, scandant des mots d'ordre liés à leur action. Parce que derrière l'UNEF se regroupèrent les grandes masses étudiantes c'était la preuve de l'existence du mouvement de masse et de sa réapparition au grand jour depuis bien longtemps.

Pourtant à part l'UEC, un certain nombre de camarades à Paris organisèrent des cortèges séparés de celui du mouvement de masse. A première vue on pouvait penser que c'était une manoeuvre permettant de tester leur impact dans le mouvement ; dans ce cas la conclusion, au vu des faits serait probante ; mais à les lire et à les écouter il s'agit d'un choix politique délibéré : à partir de la constatation de l'existence d'un mouvement étudiant, à partir de la constitution d'avant-gardes révolutionnaires pouvant créer autour d'elles des courants susceptibles de mettre en échec, par leur expression autonome, des stratégies réformistes et révisionnistes, ces camarades en arrivent à conclure que tout mouvement de masse est impossible et qu'il faut d'abord renforcer leurs avant-gardes et donner à celles-ci tous les moyens d'expression et d'action, quitte à voir si, de temps à autre, leurs projets peuvent se rencontrer pour des actions plus unitaires. Ce serait la seule alternative aux solutions populistes et anarchistes du mouvement.

Nous pensons que c'est une fausse analyse de la situation, que ce choix politique sur le mouvement étudiant est erroné. Plusieurs déviations guettent aujourd'hui le mouvement étudiant : la montée du réformisme et l'existence d'un révolutionnarisme diffus (unifier le mouve-

ment révolutionnaire) sans parler de celui qui consiste à nier l'existence ou la possibilité d'un mouvement de masse anticapitaliste à l'Université.

Le courant réformiste ne peut être mis en échec que par le développement des luttes anti-capitalistes à l'université. Les motions n'y changeront rien mais le fatalisme non plus. Nous ne pouvons être d'accord avec ceux qui prétendent qu'il est impossible d'envisager l'existence de structures de masse en milieu étudiant, de structures de pratiques unitaires ; arguant d'un prétendu redécoupage de fait des organisations de masse en milieu étudiant aboutissant à la constitution de courants autour de différentes avant gardes, ils ne considèrent en fait le milieu étudiant que comme un milieu destiné à la pêche de militants et méconnaissent cette réalité qui nous paraît fondamentale : c'est en tant que mouvement de masse menant ses propres luttes que le mouvement étudiant entretient les rapports les plus fructueux et les plus susceptibles de conséquence avec les travailleurs ; ce qui est parfaitement conciliable avec l'existence des organisations d'avant garde : ainsi le II mars ce n'était ni au mouvement révolutionnaire ni aux organisations d'avant garde d'apparaître <mais> bien au contraire au mouvement de masse étudiant mettant en avant ses mots d'ordre : les accusations de la CGT se trouvaient renversées puisque par là était montré que les organisations politiques ne sont pas isolées (groupuscules) ayant convaincu les étudiants de la justesse de leur position.

Quant aux camarades qui croient que le mouvement étudiant a pour tâche l'unification du mouvement révolutionnaire, ils méconnaissent la réalité politique du mouvement étudiant liée à l'origine et au devenir de ses membres, se font une idée mythique de la classe ouvrière (les masses se seraient approprié les idées révolutionnaires ; il suffirait de leur révéler la faillite de l'idéologie bourgeoise pour qu'elles osent lutter), méconnaissent le fait que le fondement même de la lutte des classes c'est la situation de la classe ouvrière dans les rapports de production et donc que la lutte est d'abord idéologique et politique.

Nous pensons quant à nous que

- ce qui fonde l'existence d'un mouvement étudiant c'est, comme nous l'avons dit dans le texte du congrès de Marseille, la pénétration de la division capitaliste du travail à l'université qui rend possible les luttes anti-capitalistes sur le terrain universitaire.

- c'est parce qu'il est le seul mouvement de masse à ne pas être tenu en main par le réformisme qu'il a pu apercevoir et ouvrir la brèche de nouvelles formes de lutte. C'est ce qu'on appelle le rôle politique autonome du mouvement étudiant dans la lutte des classes. Dans la mesure où il est libre de ses mouvements seulement, il peut continuer à tenir ce rôle (qui ne s'explique que par l'absence d'un mouvement ou d'une organisation révolutionnaire pouvant intégrer étroitement les luttes étudiantes aux luttes ouvrières).

- ce rôle politique autonome ne peut être que conjoncturel (et non décisif) car on ne peut demander au mouvement étudiant d'avoir dans sa masse la compréhension de militants d'avant garde.

- parce que le mouvement étudiant est particulièrement sensible à l'évolution des rapports de forces entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier, parce que la base ouvrière qui s'était libérée en mai de ses organisations s'est réfugiée derrière elles en période de contre offensive gaulliste, le mouvement étudiant a perdu une grande partie du rôle politique qui avait pu être le sien (cf le 1er mai).

- le mouvement étudiant ne peut poursuivre son rôle qu'à deux conditions : la première c'est de se référer sans cesse au mouvement ouvrier et de se situer par rapport à toute possibilité d'offensive ouvrière ; la seconde c'est de considérer que ce n'est qu'en tant que mouvement de masse que le mouvement étudiant peut jouer son rôle et non par l'existence de plusieurs avant gardes isolées ; ce qui suppose d'accorder aux combats sur le terrain universitaire une place prioritaire.

C'est en ce sens d'ailleurs que nous avons été amenés en dehors des initiatives politiques vues précédemment, à multiplier tout ce qui était susceptible de favoriser la liaison et la coordination à l'intérieur du mouvement (Etudiant de France, Unef-Information, trois collectifs nationaux...). La nécessité de coordination et même d'unification doit être particulièrement ressentie à l'heure actuelle.

Depuis mai, le type d'état gaulliste qui avait jusque là paru assurer de manière solide la domination du capital a manifesté sa fragilité ; une partie de la bourgeoisie a manifesté au référendum son désir de rechercher d'autres formes de domination politiques. Le référendum avait un double but : empêcher le développement de luttes revendicatives et ressouder la bourgeoisie derrière de Gaulle. Jointe au mécontentement grandissant des travailleurs la défection d'une partie de la bourgeoisie a été fatale à de Gaulle, ouvrant apparemment une crise dans le système. En fait on constate aujourd'hui que les forces de la bourgeoisie resserrent leurs rangs. Cependant si la victoire des non n'a pas fondamentalement changé les rapports de forces elle peut débloquent au moins provisoirement la situation, surtout si l'on profite de la période pour arracher dès maintenant des victoires partielles préparant une mobilisation plus générale, et contribuer à changer le rapport de forces avec le PCF (en montrant par la pratique de la lutte qu'une autre voie est possible). Relancer les luttes est donc la seule voie possible.

Dans ces conditions les tâches de cette assemblée sont claires

- définir des axes de lutte pour les mois à venir.
- permettre au mouvement d'avoir une organisation assurant la permanence du travail et l'efficacité de la mobilisation en modifiant les structures de l'UNEF.

Ce texte rédigé rapidement compte tenu des événements de ces dernières journées n'a pas la prétention de synthétiser l'ensemble de la pratique du mouvement au 2ème trimestre mais de permettre que s'engage à l'Assemblée Générale un débat faisant avancer ce bilan nécessaire.